

Strasbourg, 1^{er} septembre 2016

T-PD(2016)RAP33Abr_fr

**COMITÉ CONSULTATIF DE LA CONVENTION POUR LA PROTECTION DES PERSONNES
À L'ÉGARD DU TRAITEMENT AUTOMATISÉ DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL
(T-PD)**

33^e réunion plénière

Strasbourg, 29 juin – 1^{er} juillet 2016

RAPPORT ABRÉGÉ

Direction générale des droits de l'homme et de l'Etat de droit

Le Comité consultatif (T-PD) de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel [STE n° 108, ci-après « la Convention 108 »], établi en vertu de l'article 18 de la Convention 108, a tenu sa 33^{ème} réunion plénière¹ à Strasbourg du 29 juin au 1^{er} juillet 2016, sous la présidence de M. Jean-Philippe Walter (Suisse). L'ordre du jour tel qu'adopté par le Comité et la liste des participants figurent en Annexe 1 et en Annexe 2.

Le Comité :

1. prend note des informations communiquées par M. Jan Kleijssen, Directeur de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, concernant en particulier la modernisation de la Convention 108, les principaux développements survenus en matière de protection des données et dans des domaines connexes depuis la 32^{ème} réunion plénière (1^{er}-3 juillet 2015), et exprime la gratitude du Secrétariat aux autorités chypriotes, et en particulier au Commissariat pour la protection des données personnelles, qui ont détaché Mme Maria Michaelidou à l'Unité de protection des données ces quatre dernières années ;

2.1 le Comité salue la finalisation des travaux de modernisation de la Convention 108 par le **Comité ad hoc sur la protection des données (CAHDATA)** (réunion des 15-16 juin 2016) et rappelle qu'il est important, cinq ans après le début de ces travaux, de mener à bien la modernisation de la Convention sans plus tarder, pour permettre son entrée en vigueur rapidement. Le Comité réaffirme au Comité des Ministres qu'il soutient pleinement la modernisation de la Convention et qu'il reste décidé à contribuer à cet objectif important, quelle que soit la forme juridique que prendra cette modernisation.

2.2 prend note de l'exposé de l'expert, Mme Claire Gayrel, concernant le projet de questionnaire sur **le mécanisme d'évaluation et de suivi** relatif à la modernisation de la Convention 108 et tient un échange de vues avec l'expert ;

2.3 prend note des informations présentées par l'expert, M. Dariusz Kloza, au sujet de **la coopération** entre les autorités de protection des données dans le cadre de « l'Entente mondiale de coopération transfrontière dans l'application des lois », adoptée à la 36^{ème} Conférence internationale des commissaires à la protection des données et de la vie privée, au regard de la Convention 108 et prend note du fait qu'une réponse sera envoyée à la présidence de la Conférence internationale au sujet des dispositions pertinentes de la Convention 108 et de la manière dont elles s'articulent avec cette Entente ;

2.4 prend note de **l'état des signatures**, des ratifications et des adhésions à la Convention 108 et à son Protocole additionnel, et en particulier de la ratification récente de la Convention 108 par la Turquie, de l'adhésion de la République de Maurice et de la demande en instance du Cap-Vert ;

2.5 examine le projet de recommandation en matière de protection des **données de santé**, tient un échange de vues avec l'expert, Mme Jeanne Bossi Malafosse, et convient que ce projet sera révisé à la lumière des commentaires reçus et des discussions, avant d'être soumis à la réunion plénière pour une autre lecture ;

2.6 examine le projet de guide pratique sur l'utilisation des données à caractère personnel par la **police**, procède à un échange de vues avec les experts, M. David Allen et Mme Evelien van Beek, et charge son Bureau d'assurer le suivi nécessaire afin que l'examen d'un projet révisé puisse être repris lors d'une prochaine réunion du Bureau ;

¹ 77 participants au total, 41 hommes, 36 femmes.

2.7 examine le projet de lignes directrices sur « la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans un monde de **données massives** », tient un échange de vues avec l'expert, M. Alessandro Mantelero, et charge son Bureau d'assurer le suivi nécessaire afin que l'examen d'un projet révisé puisse être repris lors d'une prochaine réunion du Bureau et que les Lignes directrices puissent ensuite être adoptées par procédure écrite ;

2.8 prend note des informations apportées par M. Filippo Nosedà concernant l'échange automatique de données personnelles en matière fiscale et les implications en matière de protection de données des normes applicables, chargeant son Bureau de proposer des mesures de suivi dans le domaine, en tenant compte du travail mené par le Groupe de travail de l'Article 29 en la matière ;

2.9 examine le projet de Lignes directrices relatives à la **Protection de la vie privée dans la couverture médiatique**, procède à un échange de vues avec l'expert, M. Bertil Cottier, et charge son Bureau d'assurer le suivi nécessaire afin que l'examen d'un projet révisé puisse être repris lors d'une prochaine réunion du Bureau, avec consultation du Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI) ;

2.10 examine le **projet d'avis sur les dossiers des passagers aériens (PNR)**, tient un échange de vues avec l'expert, Mme Marie Georges, et convient que la version révisée sera diffusée pour commentaires rapides avant d'être finalisée et soumise aux délégations pour adoption par procédure écrite avant la fin juillet ;

2.11 prend note des informations sur le **coopération avec d'autres organes du Conseil de l'Europe** et, en particulier, sur les travaux du CDMSI et de son Comité d'experts sur les intermédiaires internet (MSI-NET), du Comité de la Convention sur la cybercriminalité (TC-Y) et de son « Groupe sur les preuves dans le cloud », ainsi que sur le « Plan d'action sur le crime organisé transnational » adopté par le Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC), et sur les travaux de l'Assemblée parlementaire et du Comité de bioéthique (DH-BIO) ;

2.12 prend note des **principaux développements en matière de protection des données survenus au niveau national** (informations compilées dans un document distinct) **et international** depuis sa dernière réunion plénière, comme la Conférence internationale pour la promotion de la Convention 108, qui a été organisée le 17 juin par le Conseil de l'Europe, ou la 18^{ème} Conférence des autorités de protection des données d'Europe centrale et orientale, présentée par la délégation de Bosnie-Herzégovine ;

2.13 prend note du rapport de la **Commissaire du Conseil de l'Europe à la protection des données** sur les activités conduites depuis la dernière réunion plénière et invite le Secrétariat Général à finaliser sans plus tarder le projet de réglementation concernant les traitements de données effectués par le Conseil de l'Europe et à le transmettre pour commentaires au Comité avant adoption afin de s'assurer de sa compatibilité avec la Convention 108 ;

2.14 se félicite de l'admission du Mexique et de l'Indonésie à titre **d'observateurs** auprès du Comité et décide de revoir le statut attribué à la Conférence de La Haye, au Bureau international du Travail et à la *European Privacy Association* (EPA) ;

2.15 procède à **l'élection** du Bureau, dont la composition est la suivante : Mme Alessandra Pierucci (Italie), Présidente, M. Jean-Philippe Walter (Suisse), premier Vice-président, M. Gérard Lommel (Luxembourg), second Vice-président, M. João Pedro Cabral (Portugal), Mme Tamar Kaldani (Géorgie), M. Péter Kimpian (Hongrie), Mme Agnès Maitrepierre (France) et Mme Nevena Ružić (Serbie) ;

2.16 confirme que les 39^{ème} et 40^{ème} réunions du Bureau se tiendront respectivement à Paris du 5 au 7 octobre 2016 et à Strasbourg du 30 novembre au 2 décembre 2016.

ANNEXE I.

ORDRE DU JOUR

T-PD33(2016)OJ_fr

COMITÉ CONSULTATIF DE LA CONVENTION POUR LA PROTECTION DES PERSONNES A L'ÉGARD DU TRAITEMENT AUTOMATISÉ DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL [STE n° 108] (T-PD)

33^{ème} réunion Plénière

Conseil de l'Europe, Strasbourg (salle 7, Palais)

**Du 29 juin 2016 – 9h30
au 1^{er} juillet 2016 – 17h00**

ORDRE DU JOUR

1. OUVERTURE DE LA REUNION

- T-PD-BUR(2016)RAP38Abr Rapport abrégé de la 38^{ème} réunion du Bureau du T-PD (22-24 mars 2016)
- T-PD-BUR(2015)RAP37Abr Rapport abrégé de la 37^{ème} réunion du Bureau du T-PD (9-11 décembre 2015)
- T-PD-BUR(2015)RAP36Abr Rapport abrégé de la 36^{ème} réunion du Bureau du T-PD (6-8 octobre 2015)
- T-PD(2015)RAP32Abr Rapport abrégé de la 32^{ème} réunion Plénière du T-PD (1-3 juillet 2015)
- T-PD(2016)WP Rev Programme de travail du T-PD 2016-2017
- T-PD(2014)Regl. Règlement intérieur

2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

3. COMMUNICATION DU SECRETARIAT

M. Jan Kleijssen, Directeur, Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité

4. MODERNISATION DE LA CONVENTION 108

Experts : Mme Cécile de Terwangne, Professeur à la Faculté de Droit, Directrice de recherche au CRIDS (Centre de Recherches Informatique, Droit et Société), Université de Namur (FUNDP), Belgique

Mme Claire Gayrel, Chercheur au CRIDS, FUNDP, Belgique.

a. Action requise : Le Comité prendra note des résultats des travaux du CAHDATA (projet de protocole portant amendement à la Convention 108 et projet de rapport explicatif de la version modernisée de la Convention), prendra note des informations fournies par les experts et examinera le projet de questionnaire sur le mécanisme d'évaluation et de suivi.

- Réunion du CAHDATA Strasbourg, 15-16 juin 2016
- CAHDATA(2016)RAPAbr Rapport abrégé de la réunion du CAHDATA (15-16 juin 2016)
- Projet de rapport explicatif Projet de rapport explicatif de la Convention 108 modernisée
- T-PD(2016)01 Projet de questionnaire sur le mécanisme d'évaluation et de suivi (uniquement en anglais)
- T-PD-BUR(2013)02Rev5 Eléments d'information sur le mécanisme d'évaluation et de suivi

Expert : M. Dariusz Kloza, chercheur en doctorat au sein du groupe de recherche sur le droit des sciences de la technologie et de la société (SIESAL), Vrije Universiteit, Bruxelles, Belgique et à l'Institut de recherche sur la paix d'Oslo (PRIO).

b. Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par l'expert concernant la coopération des autorités de protection des données et décidera du suivi, en vue de la 38^{ème} Conférence internationale des commissaires à la protection des données et de la vie privée.

- T-PD-BUR(2016)04 Rapport de l'expert (uniquement en anglais)

5. ETAT DES SIGNATURES, RATIFICATIONS ET ADHESIONS

Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par le Secrétariat.

- Convention 108: tableau des signatures et ratifications
- Protocole additionnel: tableau des signatures et ratifications

6. BIG DATA

Expert: M. Alessandro Mantelero, Professeur titulaire agrégé au Politecnico di Torino, Italie.

Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par l'expert et examinera le projet de lignes directrices à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans un monde de données massives, telles qu'elles ont été révisées, en vue de leur adoption.

- T-PD-BUR(2015)12Rev2 Projet de lignes directrices à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans un monde de données massives
- T-PD(2016)06Mos Compilation des commentaires reçus

- T-PD(2016)06MosADD Addendum à la Compilation des commentaires reçus
- T-PD-BUR(2015)09Rev Rapport: « Des données et des hommes » - Droits et libertés fondamentaux dans un monde de données massives (Rapport par Antoinette Rouvroy)

7. PROTECTION DES DONNEES MEDICALES

Expert: Mme Jeanne Bossi Malafosse, Avocate à la Cour, DLA Piper France LLP, Paris, France.

Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par l'expert et examinera la version révisée du projet de recommandation, en vue de son approbation et de sa transmission au Comité Directeur Média et Société de l'Information (CDMSI).

- T-PD(2016)04Rev Projet de Recommandation en matière de protection des données de santé
- Projet d'exposé des motifs Projet d'exposé des motifs de la Recommandation en matière de protection des données de santé
- T-PD(2016)07Mos Compilation des commentaires reçus
- T-PD(2016)07MosADD Addendum à la compilation des commentaires reçus
- T-PD(2015)07 Rapport de présentation visant à mettre à jour la Recommandation n° R (97) 5 du Conseil de l'Europe sur la protection des données médicales par Mme Jeanne Bossi Malafosse
- Recommandation N° R (97) 5 sur la protection des données médicales

8. PROTECTION DES DONNEES ET POLICE

Experts: Mme Evelien van Beek, Conseillère, Autorité de Protection des données, Pays Bas

M. David Allen, Chef du Bureau international du crime, Direction du Renseignement et des opérations, Agence Nationale du Crime, Royaume-Uni.

Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par les experts et examinera le projet de guide pratique, tel qu'il a été révisé par les experts, en vue de son adoption.

- T-PD(2016)02rev Projet de guide pratique sur l'utilisation de données à caractère personnel dans le secteur de la police
- T-PD(2016)08Mos Compilation des commentaires reçus
- T-PD(2016)08MosADD Addendum à la Compilation des commentaires reçus
- T-PD(2013)11 Recommandation No. R (87)15 – « Vingt-cinq ans après : rapport final » par Joseph A. Cannataci (anglais uniquement)
- Recommandation N° R (87) 15 Recommandation No. R(87) 15 visant à réglementer l'utilisation de données à caractère personnel dans le secteur de la police

9. ECHANGE AUTOMATIQUE DE DONNEES

Expert: Mr Filippo Nosedà, avocat, Withers LLP.

Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par l'expert.

- Lignes Directrices du G29 Lignes directrices du Groupe de l'Article 29 sur les critères permettant d'assurer la conformité avec les exigences de la protection des données dans le cadre de l'échange automatique des données personnelles à des fins fiscales (en anglais uniquement)
- T-PD(2014)05 Avis sur les implications en matière de protection des données à caractère personnel des mécanismes d'échange interétatique et automatique de données à des fins administratives et fiscales
- T-PD-BUR(2014)01 Rapport sur les implications pour la protection des données d'un recours croissant à des mécanismes d'échanges interétatiques et automatiques de données à caractère personnel à des fins administratives et fiscales, ainsi que dans le cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et de la corruption.
- CRS and the right to Privacy - Data Protection "Automatic exchange of Personal data in tax matters" par Filippo Nosedà (uniquement en anglais)

10. PROTECTION DES DONNEES ET COUVERTURE MEDIATIQUE

Expert : Bertil Cottier, professeur titulaire (droit de la communication) et ancien doyen de la Faculté des Sciences de la Communication à l'Université de Lugano, professeur associé à la faculté de droit de l'Université de Lausanne (gouvernance de l'Internet) et professeur invité à l'Académie de journalisme (Université de Neuchâtel).

Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par l'expert et examinera le projet en vue de son adoption.

- T-PD(2016)09 Projet de lignes directrices sur la protection de la vie privée dans la couverture médiatique
- T-PD(2016)13Mos Compilation des commentaires reçus sur le Projet de lignes directrices sur la protection de la vie privée dans la couverture médiatique
- T-PD(2016)13MosADD Addendum à la Compilation des commentaires reçus

11. COOPERATION AVEC D'AUTRES INSTANCES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par le Secrétariat.

- **Comité Directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI)**
 - MSI-NET

- **Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY)**
 - Audience avec les experts de protection des données (23 mai 2016)
- **CODEXTER**
 - Projet de recommandation relative aux « techniques spéciales d'enquête »
- **Comité de Bioéthique (DH-BIO)**
- **Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC)**
 - Plan d'action (2016-2020) sur le crime organisé transnational (anglais seulement)
- **Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe**
 - La convergence technologique, l'intelligence artificielle et les droits de l'homme
- **Commissaire aux droits de l'Homme**

12. VUE D'ENSEMBLE SUR LES ACTIVITES ET DEVELOPPEMENTS MAJEURS INTERVENUS DANS LE DOMAINE DE LA PROTECTION DES DONNEES

Action requise: Le Comité prendra note des informations fournies par le Secrétariat.

- Conférence européenne des autorités de protection des données, Budapest, 25-26 mai 2016
- T-PD(2016)10Mos Information sur les développements récents intervenus dans le domaine de la protection des données au niveau national
- T-PD(2016)11Mos Compilation de rapports d'experts
- Conférence internationale « La Convention 108 : d'une réalité européenne vers un traité universel », Conseil de l'Europe, Strasbourg, 17 juin 2016

13. AVIS

Expert: Mme Marie Georges, experte indépendante

Action requise: Le Comité prendra note des informations fournis par l'expert et examinera le projet d'avis relatif aux dossiers passagers, tel qu'il a été révisé, au vu de son adoption.

- T-PD-BUR(2015)11rev Projet d'avis relatif aux dossiers passagers (PNR)
- T-PD(2016)12Mos Cmpilation des commentaires reçus
- T-PD(2016)12MosADD Addendum à la Compilation des commentaires reçus
- T-PD(2015)11 "Passenger Name Records, data mining & data protection: the need for strong safeguards" - Projet de rapport du Conseil de l'Europe par M. Douwe Korff et Mme Marie Georges (anglais uniquement)

- T-PD(2016)17 Compilation des avis

14. PROJETS DE COOPERATION

Action requise: Le Comité prendra note des informations fournies par le Secrétariat.

- HELP in the 28 Protection des données et droit au respect de la vie privée

Présentation par Eva Pastrana, coordinatrice du programme "HELP in the 28" au Conseil de l'Europe
- T-PD(2016)14 Projets de coopération du CdE dans le domaine de la protection des
Document d'information données (version anglaise uniquement)

15. COMMISSAIRE A LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Action requise: le Comité prendra note des informations présentées par la Commissaire à la protection des données du Conseil de l'Europe.

- Rapport d'activité (anglais uniquement)
- Règlement du Secrétaire Général

16. OBSERVATEURS

Action requise: Le Comité prendra note des informations fournies par les observateurs et prendra note du document relatif à l'état des lieux et critères d'admission des observateurs et décidera du suivi à y donner.

- T-PD(2016)05 Observateurs - Etat des lieux et critères d'admission

17. JOURNEE DE LA PROTECTION DES DONNEES

Action requise: Le Comité prendra note des informations fournies par le Secrétariat.

- DPD(2016)compilation_mos Compilation des formulaires de la Journée de
protection des données 2016

18. ELECTIONS

Action requise : Le Comité procédera aux élections.

- T-PD(2016)16 Memorandum concernant les élections

19. PROCHAINES REUNIONS

Action requise: le Comité prendra note des dates proposées pour les prochaines réunions.

20. QUESTIONS DIVERSES

ANNEXE II.



Strasbourg, 29 June / juin 2016

T-PD(2016)LP

CONSULTATIVE COMMITTEE OF THE CONVENTION FOR THE PROTECTION OF INDIVIDUALS WITH REGARD TO AUTOMATIC PROCESSING OF PERSONAL DATA [ETS 108]

COMITE CONSULTATIF DE LA CONVENTION POUR LA PROTECTION DES PERSONNES A L'EGARD DU TRAITEMENT AUTOMATISE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL [STE 108] (T-PD)

33rd meeting / 33^{ème} réunion

Strasbourg, 29 June / juin – 1 July / juillet 2016
Palais de l'Europe, Room / salle 7.

LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS

MEMBERS OF THE T-PD / MEMBRES DU T-PD

ALBANIA / ALBANIE

Redi Londo, Inspector, Information and Data Protection Commissioner (IDP), Data Protection Department, Rr. Kavajës, Nd. 80, H. 1, Kati 5, 1023, Tirana

Segi Berberi - Specialist, Information and Data Protection Commissioner (IDP), Department of Communication and Foreign Relations, Rr. Kavajës, Nd. 80, H. 1, Kati 5, 1023, Tirana

ANDORRA / ANDORRE (apologised / excusé)

ARMENIA / ARMENIE

Alen Mkrtychyan, Leading Specialist of the Department of International Legal Assistance and External Affairs of the staff of the Ministry of Justice, 3/8 V. Sargsyan street, 0010, Yerevan

AUSTRIA / AUTRICHE

Stefanie Pitsch, Desk officer, Data Protection Authority, Hohenstaufengasse 3, 1010 Wien

AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN

Farid Gurbanli, Head Legal advisor of The Legal Provision Office of The State Security Service, Bakou

BELGIUM / BELGIQUE

Ketsia Malengreaux, Attachée, SPF Justice, Direction générale de la Législation et des Libertés et Droits fondamentaux, Service Protection des données, 115, bld. de Waterloo Bruxelles 1000

Valérie Verbruggen, Conseiller Juridique, Commission de la protection de la vie privée, Rue de la presse 35 1000 Bruxelles

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE HERZEGOVINE

Samira Čampara, Assistant Director, Department for International Cooperation and Public Relations, Personal Data Protection Agency, Sarajevo

BULGARIA / BULGARIE (apologised / excusé)

CROATIA / CROATIE

Marko Trošelj, International, EU and legal affairs department, Martićeva 14, 10 000 Zagreb

CYPRUS / CHYPRE (apologised / excusé)

CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Jiří Maštálka, Office for Personal Data Protection Pplk. Sochora 27, 170 00 Prague 7

DENMARK / DANEMARK

Nanna Østerrøgd Bødker, Head of Section, The Danish Ministry of Justice, Data Protection Division, Slotsholmsgade 10, DK-1216 Copenhagen K

ESTONIA / ESTONIE

Kaja Puusepp, Development Director, Data Protection Inspectorate for Data Privacy and Freedom of Information, Väike-Ameerika 19, 10129 Tallinn

FINLAND / FINLANDE

Leena Vettenranta, Senior Specialist (Data Protection), Ministry of Justice, PO Box 25, FI-00023
Tel.: +358 2951 50372;

FRANCE

Agnès Maitrepierre, Chargée de mission auprès du Directeur des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères et du développement international, 57 Boulevard des Invalides, 75700 Paris
Tél.: 01 53 69 36 07 / 02 secrétariat

GEORGIE / GEORGIA

Tamar Kaldani, Personal Data Protection Inspector of Georgia, 7, N. Vachnadze Str., Tbilisi, 0105

GERMANY / ALLEMAGNE

Uwe Wusterhausen, Data Protection Unit (V II 4), Federal Ministry of the Interior, Alt-Moabit 140 D-10557 Berlin

Stefan Niederer, Senior Data Protection Officer, European and International Affairs, the Federal Commissioner for Data Protection and Freedom of Information, Husarenstr. 30, 53117 Bonn

Peter Simoncelli, Senior Advisor and Deputy Head, Department 14 - European and International Affairs, The Federal Commissioner for Data Protection and Freedom of Information, Husarenstrasse 30 53117 Bonn

GREECE / GRECE (apologised / excusé)

HUNGARY / HONGRIE

Péter Kimpiàn, International Affairs and Public Relations Department, National Authority for the Data Protection and Freedom of Information, H-1125 Budapest

ICELAND / ISLANDE (apologised / excusé)

IRELAND / IRLANDE

Noreen Walsh, Civil Law Reform Division, Department of Justice and Equality, Bishop's Square Redmond's Hill, Dublin 2

ITALY / ITALIE

Pierucci Alessandra, (first vice-chair), Piazza di Monte Citorio 121, 00186 Rome

LATVIA / LETTONIE (apologised / excusé)

LIECHTENSTEIN

Philipp Mittelberger, Data Protection Office, Haus Wille, Kirchstrasse 8, 9490 Vaduz

LITHUANIA / LITUANIE

Rita Vaitkevičienė, Deputy Director, State Data Protection Inspectorate, A. Juozapavičiaus str. 6, Slucko str. 2, 09310 Vilnius

LUXEMBOURG

Gérard Lommel, Commissaire du gouvernement à la protection des données, Ministère d'Etat, Bâtiment Zurich, 3 boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg

MALTA / MALTE

Ingrid Camilleri B.A., LL.D., Head – Legal, Office of the Information and Data Protection Commissioner, Airways House, Second Floor, High Street, Sliema SLM 1549

MONACO (apologised / excusé)

MONTENEGRO

Zora Čizmović, Head of the Section for Protection of Personal Information and Free Access to Information, Ministry of Interior of Montenegro, Bulevar Svetog Petra Cetinjskog 42, 81000 Podgorica

Marija Lazarević, Translator/ Interpreter

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Heleen L. Janssen, Senior legal adviser, Ministry of the Interior and Kingdom Relations, Department of Constitutional Affairs and Legislation, PO box 20011, 2500 EA Den Haag

NORWAY / NORVEGE

Øyvind Molven, Advisor, Ministry of Justice, Oslo

POLAND / POLOGNE

Urszula Góral, Director of the Social Education and International Cooperation Department, Bureau of the Inspector General for Personal Data Protection, ul. Stawki 2, 00-193 Warszawa

PORTUGAL

João Pedro Cabral, Legal Adviser, Directorate General of Justice Policy, Ministry of Justice, Avenida D. João II, n.º1.08.01 E, Torre H, Pisos 2/3, 1990-097 Lisboa

REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Nicolae Lungu, Head of the Legal Affairs Division and Public Relation for the National Center for the Data Protection, MD-2012 Chişinău

ROMANIA / ROUMANIE

Alexandru George Grigore, Department of international Affairs, The National Authority for the Supervision of Personal Data Processing, Bucarest

RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE (apologised / excusé)

SERBIA/SERBIE

Nevena Ružić, (second vice-chair), Head of Office, Commissioner for Information of Public Importance and Personal Data Protection, 42 Svetozata Markovica, 11 000 Belgrade

SLOVAK REPUBLIC / RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Miroslava Benedikova, Permanent Representation of the Slovak Republic to the European Union, Brussels

SLOVENIA / SLOVENIE

Jelena Burnic, State Supervisor for Personal Data Protection, Information Commissioner of the Republic of Slovenia, Zaloska 59, SI-1000, Ljubljana

SPAIN / ESPAGNE (apologised / excusé)

SWEDEN / SUEDE

Manne Heimer, Legal expert, Constitution Unit, Ministry of Justice, Regeringskansliet, 103 33 Stockholm

SWITZERLAND / SUISSE

Jean-Philippe Walter, [Chair of the T-PD], Préposé fédéral suppléant, Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFPDT), Feldeggweg 1, 3003 Berne

“THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA” / « L’EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE » (apologised / excusé)

UKRAINE

Olena Smirnova, Deputy Head of the Secretariat of the Ukrainian Parliament Commissioner for Human Rights, Kiev

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Laura Smythe, EU and International Data Protection Policy, 4th floor, 100 Parliament street, London, SW1A 2 BQ

URUGUAY

Laura Nahabetián Brunet, Data Protection Unit, Citizens Rights Manager at E-government Agency Andes N° 1365

OBSERVERS / OBSERVATEURS

TURKEY / TURQUIE

Abdullah Ömeroğlu, Rapporteur Judge, Mustafa Kemal Mah. 2151. Cad., No: 34/A 06520, Söğütözü-Ankara

Mehmet Fatih Doğan, Judicial expert, Adalet Bakanlığı Ek Binası, Milli Müdafaa Caddesi, 9. Kat, N° 913, Bakanlıklar, Ankara

ASSOCIATION EUROPEENNE POUR LA DEFENSE DES DROITS DE L’HOMME / EUROPEAN ASSOCIATION FOR THE DEFENSE OF HUMAN RIGHTS (AEDH)

Marise Artiguelong, Déléguée, AEDH, Rue de la Caserne 33 – 1000 Brussels, Belgium

COUNCIL OF EUROPE DATA PROTECTION COMMISSIONER / COMMISSAIRE A LA PROTECTION DES DONNEES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Eva Souhrada-Kirchmayer, Council of Europe, Strasbourg, France

EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPEENNE

Lukasz Rozanski, European Commission, DG Internal Market and Services Formulation and enforcement of public procurement law II.

Paulo Silva, Directorate C: fundamental rights and Union citizenship, Unit C3 Data Protection, Brussels

EUROPEAN PARLIAMENT / PARLEMENT EUROPEEN

Ralf Bendrath, Senior Policy Adviser to Jan Philipp Albrecht MEP, European Parliament, ASP 05 F 341, Rue Wiertz 60, B-1047 Brussels

Anže Erbežnik, Administrator, Secretariat, Committee on Civil Liberties, Justice and Home Affairs European Parliament, Brussels, Belgium

EUROPEAN COMMITTEE ON LEGAL CO-OPERATION / COMITÉ EUROPÉEN DE COOPÉRATION JURIDIQUE (CDCJ)

Seamus Carroll, Principal Officer, Civil Law Reform Division, Department of Justice and Equality, Bishop's Square, Redmond's Hill, Dublin 2

IBERO-AMERICAN DATA PROTECTION NETWORK / RESEAU IBERO-AMERICAIN DE PROTECTION DES DONNEES (RIPD)

Joaquín González Casanova, Directeur General des Affaires Internationales de l'institut National de Transparence, d'accès à l'information et protection des données du Mexique (INAI)

INTERNATIONAL CHAMBER OF COMMERCE (ICC) / CHAMBRE INTERNATIONALE DU COMMERCE (CIC)

Jacques Beglinger, Attorney-at-law, D.E.S.S., Member of the Executive Committee, Swiss Holdings, Federation of Industrial and Service Groups in Switzerland – Bern

INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED CROSS (ICRC) / COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE (CICR)

Massimo Marelli, Head of Data Protection Office, ICRC Geneva

MEXICO / MEXIQUE

Joaquín González Casanova, Directeur General des Affaires Internationales de l'institut National de Transparence, d'accès à l'information et protection des données du Mexique (INAI)

Santiago Oñate Laborde, Observateur Permanent du Mexique, auprès du Conseil de l'Europe.

PRIVACY INTERNATIONAL

Tomaso Falchetta, Legal officer

OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS

MOROCCO / MAROC

Mohammed El Khamlichi, CNDP, Imm. Les patios, bd Annakhil, 3e étage, Hay Riad Rabat

EXPERTS SCIENTIFIQUES / SCIENTIFIC EXPERTS

David Allen, Head of the UK International Crime Bureau, Intelligence & Operations Directorate, National Crime Agency, United Kingdom

Evelien van Beek, Independent consultant, The Netherlands

Jeanne Bossi-Malafosse, Avocat à la Cour – Counsel, DLA Piper France LLP, 27 rue Laffitte, 75009 Paris

Bertil Cottier, Faculty of Communication Sciences, University of Lugano, CH-6904 Lugano, Switzerland

Claire Gayrel, Researcher at CRIDS (Research Center on Information, Law and Society), University of Namur (FUNDP), Rempart de la Vierge 5, B-5000 Namur, Belgium

Marie Georges, Consultante, Paris, France

Dariusz Kloza, LL.M., Research Group on Law, Science, Technology & Society (LSTS), Vrije Universiteit Brussel (VUB), Faculty of Law and Criminology, Room 4B306, Pleinlaan 2, 1050 Elsene, Brussels, Belgium

Alessandro Mantelero, Tenured Aggregate Professor at Politecnico di Torino, Italy

Cécile de Terwangne, Professeur à la Faculté de Droit, Directrice de recherche au CRIDS (Centre de Recherches Informatique, Droit et Société), Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix (FUNDP) Rempart de la Vierge n°5, 5B-5000 Namur, Belgique

INVITED GUESTS / INVITES

Filippo Nosedà, Partner, Joint Head of Department (Wealth Planning & Tax) London, Wealth Planning & Tax, Withers LLP, 16 Old Bailey, London EC4M 7EG

Michael Rutili

COUNCIL OF EUROPE BODIES / ORGANES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Directorate General Human Rights and Rule of Law / Direction générale Droits de l'Homme et Etat de Droit

Directorate of Information Society and Action against Crime / Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité

Jan Kleijssen, Director / Directeur

Central Division / Division Centrale

Pastor Sergiu,

Bioethics / Bioéthique

Laurence Lwoff, Secretary of DH-BIO / Secrétaire du DH-BIO

Katrin Uerpmann, Administrator / Administratrice

SECRETARIAT

Information Society Department / Service de la société de l'information

Patrick Penninckx, Head/Chef de service

Data Protection Unit / Unité de la protection des données

Sophie Kwasny, Secretary of the T-PD / Secrétaire du T-PD

Maria Michaelidou, Programme Advisor / Conseillère de programme

Szilvia Simond, Assistant / Assistante

Agathe Mougel, trainee / stagiaire

Octavian Sofransky, Programme advisor / Conseiller de programme

INTERPRETERS / INTERPRETES

Gillian Wakenhut

Clarissa Worsdale

Jean-Jacques Pedussaud